



## AREI Panels COP 27

9 – 18 Novembre 2022

[www.arei.info](http://www.arei.info)



**COP27**  
SHARM EL-SHEIKH  
EGYPT 2022

# ÉVÉNEMENT VIRTUEL DE L'AREI À LA COP27

Thème : L'option réglementaire et politique pour soutenir le financement des énergies renouvelables

## Contexte

Dotée d'importantes ressources en énergies renouvelables, l'Afrique peut adopter des technologies innovantes et durables et jouer un rôle de premier plan dans l'action mondiale visant à façonner un avenir énergétique durable.

Le potentiel renouvelable de l'Afrique pourrait aider massivement à surmonter l'un des principaux défis du développement socio-économique du continent, à savoir le manque d'accès à l'électricité, en particulier dans la région subsaharienne.

Cependant, le potentiel de l'Afrique en matière d'énergies renouvelables est encore largement inexploité en raison de défis et d'obstacles multiples et interdépendants. Les incertitudes politiques, les infrastructures inadéquates, notamment les réseaux électriques, les situations financières instables et l'accès limité aux financements privés et étrangers ne sont que quelques-uns des principaux obstacles qui entravent la pleine exploitation des énergies renouvelables en Afrique.

La mise en œuvre réussie d'AREI créera les conditions permettant aux énergies renouvelables de contribuer de manière significative (300 GW) à la satisfaction des besoins énergétiques du continent, estimés à environ 600 GW en 2030.

À cet égard, l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (AREI), en coopération avec l'Agence égyptienne de protection des consommateurs et des services publics d'électricité, organise un événement sur le thème "Options réglementaires et politiques pour soutenir le financement des énergies renouvelables". L'objectif principal de l'événement proposé est d'échanger des connaissances et d'établir des mécanismes de consultation pour des réglementations durables efficaces afin d'enrichir le contexte et la capacité des parties prenantes, afin de développer avec succès un ensemble cohérent et synergique de réglementations qui sont réalistes et maximisent les avantages et le bien-être du continent africain.

## Date & Lieu

L'événement s'est tenu virtuellement en marge de la COP27 à Sharm El -Sheikh, en Égypte.  
09 novembre 2022 à 14 :00 (Heure d'Égypte) – 12 :00 (GMT)



Président de EghtERA Service public d'électricité Égyptien et agence de régulation, de la protection du consommateur

**Dr Mohamed Moussa Omran**

**Membre du comité technique  
de l'AREI – Région Afrique du  
Nord**

Il a eu le plaisir d'être modérateur de l'événement parallèle de l'Initiative africaine sur les énergies renouvelables (AREI) en marge de la COP27. Le thème de cet événement, était l'option réglementaire et politique pour soutenir le financement des énergies renouvelables, rejoint le thème de l'agenda de la COP27, car aujourd'hui la discussion au sein de la COP27 tourne autour du financement. Lorsque nous avons parlé de financement de projets d'énergie renouvelable, nous devons d'abord parler de **la bonne réglementation et de la bonne politique** pour apporter cet argent. Nous entendons toujours dire qu'il n'y a pas de problème avec les finances et que l'argent est disponible, alors où est le problème ?

***Ici s'offre une grande opportunité pour parler des ER, pour inciter les investissements privés ER, pour pouvoir relever différents défis et risques auxquels sont confrontés les projets des ER et pour identifier le cadre réglementaire le plus approprié, les mécanismes d'incitations des différentes parties prenantes, les instruments financiers et comment mobiliser ces financements et les ressources naturelles pour attirer les investissements privés ?***

Telle est la problématique qui se pose à nous.



Lors de son allocution, Dr Mohamed Moussa Omran a souligné l'investissement dans les projets d'énergie renouvelable a besoin d'un environnement propice et d'une attraction financière pour financer les projets potentiels, ces fonds dépendent de la crédibilité des institutions qui élaborent et mettent en œuvre la politique d'ER. D'où la grande importance des régulateurs de l'énergie en Afrique pour encourager les investissements du secteur privé, et afin de répondre aux différents défis et risques auxquels sont confrontés les projets d'énergie renouvelable, et de définir les cadres réglementaires les plus appropriés, les dispositifs incitatifs, le rôle des différentes parties prenantes, les instruments financiers et comment mobiliser ces ressources financières et naturelles pour attirer les investissements privés.

Les investissements dans les infrastructures d'énergie propre devront être considérablement augmentés dans les années à venir pour soutenir le programme plus large de développement, économique et climatique.

Compte tenu des tensions sur les finances publiques, l'engagement de capitaux du secteur privé sera essentiel.

Plusieurs obstacles tels que les subventions aux combustibles fossiles, l'absence de politiques de soutien ainsi que les barrières existantes au commerce international et à l'investissement entravent encore l'investissement dans les énergies renouvelables.

Un défi majeur pour les gouvernements hôtes pour catalyser les flux d'investissement dans l'énergie propre est de concevoir et de mettre en œuvre des cadres politiques nationaux clairs et prévisibles.

Nous pouvons dire qu'« **une réglementation efficace est un facteur clé d'un environnement commercial amélioré pour le secteur privé** ».



25 ans d'expérience avec l'Union Européenne

### Dr Ridolfi Roberto

Expert consultant  
IDU/AREI

Nous avons longuement parlé de l'atténuation des risques lors des conférences précédentes et cela nous a permis de retenir ces mesures suivantes :

- La bonne gouvernance
- Un environnement favorable
- Les lois favorables à la concurrence
- Les règles de passation de marchés simple et claire

Mais au bout du compte que le financement public ne sera pas suffisant pour atteindre l'objectif visé, l'investissement privé devient indispensable.

On entend souvent les banquiers dire que l'argent n'est pas un problème, il est disponible. Cependant, si nous n'avons pas de projets bancables, il y a un problème.

Dans ce sens, AREI a élaboré un document sur la bancabilité d'un projet. C'est un long processus mais à 90% un projet bancable se réduit à avoir toutes les autorisations nécessaires, les permis nécessaires que ce soit pour le domaine utilisé, que ce soit pour les travailleurs, que ce soit pour l'accord d'un réseau, que ce soit pour les tarifs ou pour les installations également.

Dans ses remarques, le Dr Roberto a parlé de l'importance de créer un environnement favorable grâce au de risking , il a indiqué que l'argent privé est disponible lorsqu'il y a un projet bancable, il a également parlé des points importants suivants :

- Volonté politique
- Planification énergétique,
- Mobilisation des ressources nationales
- Simplicité du processus
- Renforcement des capacités et formation.



*Directeur général, Association régionale des régulateurs de L'énergie de l'Afrique orientale et australe (RAERESA), COMESA*

### Dr Mohamedain Elnasr Seif

De multiples contraintes doivent être supprimées pour améliorer l'accès au marché et capacité de production du secteur énergétique africain qui comprend :

- Les défis des marchés de capitaux tels que l'insuffisance de l'énergie physique infrastructures en raison de l'insuffisance des investissements dans le secteur de l'énergie, le manque de fiabilité des services d'infrastructure énergétique existants, et le utilisation inefficace des services énergétiques existants
- La conception du marché, qui continue d'entraver le développement et fonctionnement efficace du secteur de l'énergie et certains des problèmes la conception du marché environnant comprend des tarifs ne reflétant pas les coûts, des problèmes d'améliorer les cadres réglementaires afin de répondre aux les enjeux et les enjeux de l'ouverture du marché au secteur privé participation au pouvoir

#### 1. Stratégie et plan d'action pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REEESAP)

L'intention est d'améliorer les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (stratégie, politiques, directives réglementaires et actions visant à promouvoir l'efficacité énergétique et faciliter les investissements ainsi que renforcer les capacités pour les énergies renouvelables dans la Région),

Il a identifié les axes stratégiques d'intervention suivants qui ont été éclairés par la situation stratégique ci-dessus :

- Renforcement de référence, les problèmes soulevés et sont en accomplissement de la mission et objectifs et harmonisation des systèmes nationaux, régionaux et continentaux cadres
  - o Politiques/stratégies/plans ER/EE
  - o Cadres juridiques/réglementaires des ER/EE
  - o Cadres institutionnels
- Normalisation et Accréditation
- Investissement et financement des ER/EE
- Savoir-faire technique et transfert

Utiliser les technologies d'énergie renouvelable pour la création de revenus et d'emplois, en utilisant les avantages des petites applications à grande échelle.

## 2. Lignes directrices pour l'élaboration et la promulgation de politiques/législation d'incitation

Mécanisme d'approvisionnement en énergie renouvelable (SER) dans les États membres de la région EA SA-IO  
Les lignes directrices provisoires comprennent ce qui suit :

- Lignes directrices régionales pour l'intégration des énergies renouvelables dans Région Afrique-Afrique australe-océan Indien (EA-SA-IO)
- Une ligne directrice sur les facilités de crédit pour soutenir les projets d'énergie renouvelable
- Directives d'approvisionnement en énergie renouvelable pour la région Afrique orientale, Afrique Australe et océan Indien (EA-SA-IO)

- Stratégie et plan d'action d'intégration du genre dans les énergies renouvelables (ER) et l'efficacité énergétique (EE) dans la région Afrique de l'Est-Afrique australe-Inde Région Océan (EA-SA-IO)
- le cadre révisé de suivi et d'évaluation du programme des énergies renouvelables Stratégie et plan d'action sur l'énergie et l'efficacité énergétique (REEESAP) et un outil de suivi en ligne pour le suivi de la mise en œuvre du Stratégie et plan d'action pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REEESAP) - Région EA-SA-IO

## 3. Lignes directrices du COMESA pour les investissements du secteur privé dans les projets d'énergie Renouvelable

- Lignes directrices pour les tarifs de rachat garantis (FIT)
  - Lignes directrices pour la négociation d'un contrat d'achat d'électricité (PPA)
  - Lignes directrices pour attirer des partenariats public-privé (PPP)
  - Lignes directrices pour plusieurs pays pour des projets de développement conjoints
  - Lignes directrices pour l'élaboration du cadre réglementaire nécessaire sur le hors réseau électrification
  - Meilleures pratiques réglementaires pour le développement des énergies renouvelables
- L'une des intentions est d'augmenter les investissements dans les énergies renouvelables décentralisées et de stimuler leur croissance et promouvoir les initiatives d'énergie propre dans le but de faciliter atteignant ce qui suit :
- encourager les investissements du secteur privé et le commerce des énergies renouvelables les technologies
  - promouvoir l'utilisation des technologies d'énergie renouvelable pour atténuer le climat mondial monnaie
- Les technologies d'énergie renouvelable telles que l'énergie solaire, éolienne, la petite hydroélectricité, la géothermie et les biocarburants sont essentielles pour accroître l'accès à l'énergie en Afrique, en particulier dans les zones rurales



*Directeur par intérim, Régulation et stratégie économiques à l'Autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (EPRA)*

### **Dr John Mutua**

Dans son intervention, le Dr John a partagé l'expérience du Kenya et les cadres réglementaires et politiques mis en place par le Kenya pour soutenir les énergies renouvelables. Il a également parlé du financement des énergies renouvelables, notamment des finances publiques, du financement du développement, du financement climatique et du financement commercial.

Face aux obstacles et risques liés au financement des Energies Renouvelables suivants :

- Obstacles au financement des énergies renouvelables
  - Manque de financement à long terme
  - Manque de financement des projets
  - Coûts de développement du projet élevés et incertains
  - Manque de financement par capitaux propres
  - Projets à petite échelle
  - Risque réglementaire
  - Risque opérationnel élevé
  - Risque lié aux ressources
  - Risque politique
  - Risque commercial, Il préconise de :
    - Promouvoir des fonds concessionnels nouveaux et supplémentaires pour les énergies renouvelables. Il s'agira d'un facteur déterminant pour accroître l'activité de financement des énergies renouvelables.
    - S'attaquer au risque réglementaire, notamment en ce qui concerne les énergies renouvelables. La garantie de l'accès au réseau, des niveaux tarifaires adéquats et des règles claires pour répercuter les coûts supplémentaires des énergies renouvelables sont essentiels pour accroître la pénétration du marché, en particulier pour les centrales électriques indépendantes.





*Directrice de la tarification et des Investissements à l'Autorité Nationale de Régulation de l'Electricité.*

**Mme Mina Ouattassi**

Mme Mina, dans son intervention, a partagé avec les participants l'expérience réussie du Maroc dans le développement du secteur des énergies renouvelables dans le pays, en commençant par la mise en place d'une stratégie énergétique nationale pour le pays et en ayant une agence de réglementation dédiée pour soutenir le secteur des énergies renouvelables. La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique a atteint 20% au cours des 6 dernières années.

Les facteurs clés de réussite des ER au Maroc sont :

- La vision stratégique et le suivi au plus haut niveau de l'Etat
- Le cadre institutionnel
- La mobilisation du secteur privé national et international
- La garantie d'un cadre de régulation attractive, non discriminatoire et transparent
- Autonomie et le pouvoir de l'Autorité Nationale de Régulation
- Instauration d'un marché libre
- L'accès équitable au réseau de transport et de distribution
- La fixation des tarifs de ces réseaux
- La mise en place d'un programme pluriannuel des gestionnaires



*Président du Conseil d'Administration d'Apix,  
(L'Agence de Promotion  
Des Investissements et des Grands Projets)*

### M. Abdou Fall

M. Fall a partagé son expérience dans le secteur privé et son travail au Sénégal où il installe un projet d'énergie renouvelable de 30 MW. Il a informé l'assemblée que le Sénégal a pu atteindre 31% d'énergies renouvelables dans son mix énergétique

Il a également parlé des défis du financement dans les pays en développement en faisant référence au fait important que la transition énergétique en Afrique ne peut pas être la même que les autres pays développés. Il a également indiqué qu'il n'est pas juste maintenant d'empêcher les pays d'utiliser leurs ressources.

Il a également parlé de l'importance de l'industrialisation en Afrique.

Pour avoir été secteur privé des énergies renouvelables sénégalais, pour avoir été promoteur d'une centrale solaire de 30 mégawatts et pour avoir aussi, avec mes partenaires du privé, monter le Conseil patronal des énergies renouvelables qui a été un acteur majeur dans la transition énergétique au Sénégal. Parce qu'ils ont mis en place un cadre de concertation entre les acteurs privés, l'État, la société civile où, ensemble, pour mettre en œuvre les objectifs d'accès universel à l'énergie que le gouvernement s'étaient fixés. D'une part, mais d'autre part, l'objectif spécifique de pression de l'État et du gouvernement du Sénégal de d'atteindre l'objectif de 30% d'énergie propre dans sa puissance installée à l'horizon 2019, objectifs qu'on a atteints, et même de passer parce qu'aujourd'hui, le Sénégal est à 32, 31% d'énergie propre dans sa puissance installée. Avec comme principaux produit le solaire et l'éolien.



Conseiller principal en énergie,  
AUDA-NEPAD.

**M. Crispin Zana,**

Dans son allocution, M. Crispin a souligné l'importance de la coordination entre toutes les initiatives. Il a également souligné l'importance de la sensibilisation de toutes les parties prenantes.

M. Crispin a souligné l'importance de la coordination entre toutes les initiatives du continent.

Il a également souligné l'importance de la sensibilisation de toutes les parties prenantes.

***Il a mis en l'accent sur l'importance de la mise en place d'une coopération sud-sud beaucoup plus dynamique qui pourra aider les pays le plus démunis en matière de renforcement de capacité et de cadres réglementaires du secteur des EnRs à emboîter le pas aux pays comme le Maroc, l'Égypte ou le Kenya.***



Directeur technique, Forum africain des régulateurs des services publics.

**M. James Manda,**

Dans son allocution, M. James, a souligné l'importance de la réglementation qui varie d'un pays à l'autre.

M. James salue l'expérience du Maroc et de l'Egypte ainsi que celle du Kenya. Comme ces pays sont d'excellents modèles dans la continuité et devraient partager leur expérience avec d'autres pays.

Il a souligné ***que sans politique de soutien et réglementation adéquate, il n'y aura pas de secteur privé en plus de la stratégie énergétique nationale.*** il a également ajouté l'importance de l'interconnexion régionale et continentale.



## Conclusion

Pour conclure, nous avons besoin d'une série d'interventions politiques afin de permettre une transition. Les politiques et réglementations du secteur de l'électricité en Afrique doivent être affinées pour améliorer l'efficacité et attirer les investissements. Et nous pouvons commencer ensemble à préparer pour les pays africains des lignes directrices dessinant une feuille de route pour une agence de régulation forte et partager nos connaissances et nos meilleures pratiques.